

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

Qu'attend l'Algérie pour adhérer à la Convention de l'OCDE ?

L'Algérie est au cœur des grands scandales de corruption internationale depuis quelques années, et rien ne montre que du côté du gouvernement et de la justice, on soit décidé à prendre le taureau par les cornes pour que ces affaires connaissent un traitement rapide.

Si l'Algérie a ratifié en 2004 la Convention des Nations unies contre la corruption, c'est principalement pour mieux la contrer dans la mise en œuvre de mécanismes internationaux de surveillance de l'application de cet instrument, et au plan interne, laisser les choses en l'état. Et dire que la communauté internationale dispose d'une autre Convention spécifique à la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales. Qu'attend l'Algérie pour adhérer à cette convention de l'OCDE ? L'état d'application de la convention de 1997 de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, fait l'objet de bilans réguliers pour chacun des pays ayant ratifié cet instrument, bilans réalisés par des experts indépendants, et rendus publics. L'adhésion à cette convention (qui obéit à des critères) est ouverte aux pays non membres de l'OCDE et souvent, des appels ont été lancés dans ce sens aux pouvoirs publics algériens, appels restés sans suite, alors que l'Afrique du Sud n'a pas hésité à adhérer à cette convention. Même la mise en place par l'OCDE il y a quelques années d'un «groupe informel» sur la lutte contre la corruption avec les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, a été boudée par le gouvernement algérien, alors qu'il s'était engagé à y être actif. Au sujet des



«mauvais élèves» de cette convention (législation nationale insuffisante et très peu de procès anti-corruption), nous retrouvons parmi eux d'importants partenaires économiques et commerciaux de l'Algérie, à l'image du Canada (affaire SNC-Lavalin), de la France et de l'Italie (affaires Saipem, ENI, etc.). Question : comment les pays les plus engagés dans l'application de cette convention peuvent continuer à faire pression pour qu'il y ait plus de progrès dans sa mise en œuvre ?

L'implication de la société civile dans la «transparence dans les industries extractives»

Au vu de l'actualité sur la corruption dans le secteur du pétrole où un grand nombre de grandes entreprises de par le monde sont impliquées, dont Sonatrach, la société civile en Algérie doit s'impliquer dans les initiatives internationales lancées

ces 10 dernières années et ayant trait à la «Transparence dans les industries extractives», notamment celle lancée en 2002 par des ONG, intitulée «Publiez ce que vous payez» (PCQVP) ; ou celle nommée «Initiative pour la «Transparence dans les industries extractives»» (EITI) tripartite (gouvernements-entreprises-société civile) créée en juin 2003, impliquant 37 pays, mais où l'Algérie (ministère de l'Energie et Sonatrach) est volontairement absente, malgré toutes les sollicitations dont elle a fait l'objet ces 10 dernières années. Autres initiatives plus récentes pouvant œuvrer à la «Transparence dans les industries extractives» : l'adoption de la Loi Dodd-Frank aux Etats-Unis (votée en 2010 et entrant en application en septembre 2013) qui exige de la part des sociétés pétrolières, gazières et minières des États-Unis et étrangères qu'elles publient les paiements qu'elles versent aux gouvernements américain et étrangers dans les rapports annuels qu'elles remettent à la SEC [Commission boursière des États-Unis], ce qui sera le cas pour la plupart des entreprises étrangères du secteur installées en Algérie, ou il y a quelques semaines encore l'adoption par l'Union européenne (UE) d'une législation similaire : le cadre de la directive comptable de l'UE permettra également aux pays en voie de développement d'accéder aux informations relatives aux paiements versés à leurs gouvernements en provenance des industries pétrolière, gazière et minière, améliorant ainsi l'utilisation de tels revenus. Il est essentiel que la société civile en Algérie fasse pression tant sur le gouvernement algérien (ministères de l'Energie et des Finances) et Sonatrach notamment pour les amener à adhérer à l'EITI, surtout depuis l'éclatement des affaires de corrup-

tion où sont mêlés Sonatrach et nombre de ses partenaires étrangers.

Le cas Amar Ghoul intéresse le gouvernement de Barak Obama

«Et Amar Ghoul ?» demande une diplomate américaine (lors d'une entrevue récente avec le porte-parole de l'Association algérienne de lutte contre la corruption, et par ailleurs journaliste au *Soir d'Algérie*), sous-entendant très certainement s'il est impliqué ou non dans des affaires de corruption, dont l'énorme scandale de l'autoroute Est-ouest, d'une part, et si oui, comment et pourquoi échappe-t-il à la justice algérienne ? La réponse du journaliste a été sans équivoque : lorsqu'Amar Ghoul était ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, de 1999 à 2002, le *Soir d'Algérie* (espace «Soir Corruption») avait publié une enquête sur la corruption dans la gestion de la pêche au thon, enquête intitulée «Un Ghoul en cache un autre», faisant allusion à l'opportunité d'une enquête judiciaire, enquête qui n'a jamais eu lieu, alors que les faits étaient accablants. Plus grave, Amar Ghoul, au lieu d'être démis de ses fonctions à ce moment-là, fut promu ministre des Travaux publics, puis éclata en 2010 l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, toujours pendante devant la justice. Et on est en droit de se poser la question : à partir du moment où un nombre important de hauts fonctionnaires de ce ministère et de l'Agence nationale des autoroutes est poursuivi par la justice, ce ministre, dans l'hypothèse qui lui serait la plus favorable – mauvaise gestion et incompétence, aurait dû de lui-même quitter le gouvernement. Mais cela ne fait partie ni de sa morale, encore moins de son éthique.

Djilali Hadjadj

CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CORRUPTION 2003-2013, 10 ANS APRÈS Le gouvernement algérien abuse du «droit de veto» contre la société civile

En octobre prochain, la Convention des Nations unies contre la corruption «fêtera» ses 10 ans, malheureusement, l'heure ne sera pas à la fête, car le bilan de l'application de cette Convention est plutôt négatif pour nombre de pays qui l'ont ratifiée, à l'image de l'Algérie qui, non seulement ne fait pas grand-chose pour lutter contre la corruption, mais, au contraire, fait tout pour que cette Convention reste lettre morte. Il est indispensable, si on veut sauver cet instrument, que les pays les plus avancés en matière de lutte contre la corruption aient une attitude plus ferme quant à la définition et à l'application de mécanismes internationaux de surveillance effective de l'application de cette Convention par les pays qui l'ont ratifiée. Il faut rappeler — nous l'avons souligné à maintes reprises dans ces colonnes — le rôle négatif du gouvernement algérien — à côté notamment des gouvernements égyptien, russe, chinois et du Groupe de pays dit «des 77» — dans l'élaboration des mécanismes actuels qui ne valent pas grand-chose, comparativement notamment aux mécanismes de la Convention de l'OCDE de 1997.

Comment aussi le pouvoir algérien a tout fait — associé à d'autres gouvernements «non démocratiques et autoritaires» pour limiter au maximum l'implication de la société civile dans la mise en application de la Convention des Nations unies (ce qui transparaît d'ailleurs dans la loi algérienne de 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption), notamment lors de la Conférence des Etats-parties de cette Convention (qui se tient en moyenne tous les 2 ans), l'Algérie et ses «associés» ayant fait le forcing pour obtenir un très mauvais règlement intérieur des Conférences des Etats-parties où il est fait mention notamment d'un droit de veto pour les Etats-parties pouvant empêcher la participation d'une association avec statut d'observateur à ces dites Conférences. Ce droit de veto a été exercé à 3 reprises par le gouvernement algérien à l'encontre d'associations algériennes (en 2009 et 2011 lors des 3^e et 4^e Conférences des Etats-parties de l'UNCAC de Doha et Marrakech, et lors de la Conférence des Etats-parties de la 6^e Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée en 2012 à Vienne). Ce droit de veto dont a abusé le pouvoir algérien — unique dans les annales onusiennes pour cette catégorie de Conférence des Etats-parties — a eu des échos extrêmement négatifs au sein de la communauté internationale. Il est nécessaire d'appuyer la démarche d'un certain nombre d'Etats-parties de réviser positivement le règlement intérieur décrié, en supprimant notamment ce scandaleux droit de veto à l'encontre de la participation de la société civile, et que la 5^e Conférence des Etats-parties de cette Convention qui doit se tenir au Panama en novembre 2013 soit l'occasion d'obtenir des avancées dans la mise en application de cet important instrument international. La mise en œuvre de la Convention des Nations unies contre la corruption est menacée de blocage : comment la communauté internationale acquise à cette Convention peut amener les pays les plus réticents, dont l'Algérie, à revoir leur position et à fournir plus d'efforts pour lutter contre la corruption ?

D. H

Ayant échappé à la justice algérienne, est-ce que Chakib Khelil sera poursuivi par la justice américaine ?

Il faut rappeler l'importance de la loi américaine de lutte contre la corruption de 1977 (enrichie et amendée depuis à plusieurs reprises) dans un contexte international marqué ces derniers mois par les révélations sur un nombre important de grands scandales de corruption transfrontalière où l'Algérie est citée notamment : la «Foreign Corrupt Practice Act» (FCPA) — loi sur les pratiques de corruption à l'étranger —, loi américaine fédérale. Cette loi confie aux cours américaines une compétence extraterritoriale pour juger les citoyens et entreprises américains qui auraient corrompu ou tenté de corrompre des fonctionnaires gouvernementaux étrangers, ou des candidats à des postes gouvernementaux. Ce qui pourrait être le cas de l'ancien ministre algérien de l'Energie, Chakib Khelil, ayant la nationalité américaine et possédant d'importants biens immobiliers aux USA notamment, cité dans plusieurs grands scandales de corruption, tant au niveau de la justice algérienne que ses homologues italienne et canadienne, pour le moment, et si les faits qui pourraient lui être reprochés s'avéraient exacts.

La FCPA doit s'appliquer contre tout ressortissant américain en tout lieu et à tout moment, sans que des intérêts bilatéraux soient mis en avant pour en empêcher l'application. A ce sujet, il faut citer deux précédents fâcheux

au Royaume-Uni : l'affaire dite «Yamama» — corruption dans une vente d'armes à l'Arabie Saoudite et blocage de l'enquête judiciaire par le Premier ministre Tony Blair pour «raisons diplomatiques» ; ou le flou entretenu par le gouvernement britannique au sujet de l'extradition de Khalifa en Algérie.

Chakib Khelil, ressortissant américain, est concerné par la loi de 1977. Au regard de l'opinion publique en Algérie, le gouvernement de Barak Obama semble protéger Chakib Khelil. A ce gouvernement — la balle est dans son camp

— de démontrer le contraire.

Plusieurs exemples récents montrent que le ministère américain de la Justice a agi promptement à l'encontre de dirigeants étrangers corrompus possédant des biens mal acquis aux USA ou contre des chefs d'entreprise impliqués dans des cas de corruption avérés un peu partout dans le monde. Il est évident que si des dirigeants algériens sont impliqués dans des actes de corruption et possèdent des biens aux USA — biens mal acquis —, la justice américaine pourrait saisir ces biens au regard des instru-

ments internationaux existants, à l'image de la convention de 2003 des Nations unies contre la corruption, convention ratifiée par l'Algérie et les USA.

Dans la lutte internationale contre la corruption, la coopération et l'entraide judiciaire sont essentielles : faudrait-il encore, dans le cas de l'Algérie et des USA par exemple, que la volonté politique soit au rendez-vous au niveau des deux parties en présence. Comment les USA comptent gérer le cas Chakib Khelil ?

D. H.

Publicité

PENSÉE

A la mémoire
de notre très cher
MERIEM ABDELKADER

Triste et douloureux restera à jamais le 13 mai 2012.

Une année s'est déjà écoulée sans notre cher mari, père et grand-père. Une absence que ni le temps ni les êtres ne pourront combler, tellement la plaie qui brûle en nous a du mal à se cicatriser.

T'avoir perdu a été notre plus dure épreuve, mais ton souvenir restera impérissable, rien ne pourra l'altérer.

Ta famille demande à tous ceux qui t'ont connu et apprécié de t'accompagner dans leurs prières pour que Le Tout-Puissant t'accueille dans Son Vaste Paradis. Repose en paix.

Au nom de toute ta famille.

Tes petits-enfants Yasmine et Yacine.

